

## Réponse à la demande

**Nous avons récupéré l'intégralité du montant de la sanction et/ou de l'amende auprès du prestataire de services.**

Recouvré le

**Nous avons récupéré seulement une partie du montant de la sanction et/ou de l'amende auprès du prestataire de services.**

Montant recouvré

Recouvré le

Raison du recouvrement partiel

**Nous avons mis en place le plan de paiement suivant avec le prestataire de services.**

Veuillez préciser

**Nous n'avons pas pu récupérer la sanction et/ou l'amende auprès du prestataire de services.**

Motif

*Une enquête a été effectuée et aucun bien saisissable n'a été trouvé.*

*Notre mesure d'exécution a été contestée. En raison de la longueur de la procédure, nous vous invitons à clôturer cette demande et à la renvoyer ultérieurement.*

*Le délai d'exécution a expiré.*

*La personne physique (un opérateur enregistré, p. ex.) n'a pas les moyens de payer.*

*Le prestataire de services n'a pas pu être localisé.*

*Le prestataire de services n'est pas établi dans notre État membre.*

*Le prestataire de services faisant l'objet d'une procédure d'insolvabilité, la demande de recouvrement a été transmise à une autre organisation.*

Nom de l'organisation

Adresse

Coordonnées

*Le prestataire de services n'existe plus.*

## Réponse à la demande

**Nous ne pouvons pas récupérer pas la sanction et/ou l'amende auprès du prestataire de services.**

Motif

*Les droits et libertés fondamentaux de la défense et les principes juridiques qui s'y appliquent en vertu de la constitution de notre État membre ne sont pas respectés.*

*Les sommes ou les ressources à mobiliser en vue d'exécuter la sanction et/ou l'amende sont disproportionnées par rapport au montant à recouvrer.*

*La sanction et/ou l'amende pécuniaire globale est inférieure à 350 euros ou à l'équivalent de ce montant.*

*Votre demande ne correspond manifestement pas à la décision concernée.*

*La demande ne relève pas du champ d'application de la directive 2014/67/UE*